

Pas de caution syndicale au sommet « social » des briseurs de grève et d'acquis !

Avec le conflit sur les salaires dans les aéroports, Sarkozy et son gouvernement se sont conduits en briseurs de grève pour aider le patronat à contenir et faire baisser les salaires.

En prononçant ses vœux, sur fond d'austérité généralisée, Sarkozy nous a prévenus: élections ou pas, les sacrifices sont à l'ordre du jour. Des décisions «importantes», seront prises contre la protection sociale et le code du Travail.

Aucun doute n'est possible: une nouvelle phase de l'offensive antisociale se prépare. Dans ce contexte, participer au «**sommet social**» du 18 janvier à l'initiative de Sarkozy, c'est semer la confusion et faire croire que de réelles négociations vont avoir lieu.

Vers la précarisation générale.

L'objectif du sommet du 18 janvier est de s'attaquer aux «freins à l'emploi», c'est à dire aux diverses garanties dont bénéficient les salariés.

Les mesures concernant le temps partiel, et les pactes "compétitivité-emploi", dans la lignée de la fléxi-sécurité chère à l'UE et à la CFDT, sont des leurres visant à précariser davantage l'emploi et les travailleurs. **L'objectif est de flexibiliser plus encore les travailleurs, de les précariser en exerçant un chantage à l'emploi pour obtenir encore plus de reculs sociaux!**

Démantèlement-privatisation de la protection sociale.

Sarkozy & Co ont larmoyé sur la «désindustrialisation» durant les dernières semaines, sur fond de campagnes chauvines. Désormais, pour défendre «nos» industriels, il serait indispensable de baisser leurs coûts de production, donc les salaires réels.

Avec la «TVA (dite) sociale» ce serait à la masse des salariés, soumise à la TVA, de payer pour ce que les patrons paient actuellement...

C'est toute l'architecture de la protection sociale dont bénéficient les salariés de ce pays depuis l'après-guerre qui serait désossée!

Avec cette loi, un pas décisif vers le démantèlement-privatisation de la Sécu et du reste de la protection sociale serait réalisé. Sarkozy annonce le dépôt d'un projet de loi dès la fin du sommet social.

Attaques contre le droit de grève

Lors de la grève des agents de sécurité des aéroports, Sarkozy annonce l'extension du service minimum (des mesures anti-grève) au secteur du transport aérien.

Résister

Le 18 janvier, le sommet social de Sarkozy n'aura rien d'anodin. Il cherchera à tisser le consensus le plus large possible autour des plans patronaux.

Il est illusoire de vouloir obtenir quoi que ce soit en s'asseyant autour d'une table avec le gouvernement, à froid et sans avoir de rapport de force.

Il n'y a donc rien à attendre de bon de ce sommet social sur l'emploi !

Le recul social ne se négocie pas !

Au contraire, tout devrait être fait pour que le sommet social ne puisse se tenir.

Plus que jamais nos armes sont la lutte, la manifestation, la grève...

Ce n'est pas à nous de payer leur crise!

Nous devons redonner confiance dans la capacité collective des salariés à se battre, résister, changer le rapport de force et refuser dans l'immédiat le chantage capitaliste sur les sacrifices inévitables.

La CGT Educ'action refuse et ne cautionne pas ce « sommet social ».

La CGT Educ'action interpelle la direction confédérale CGT pour qu'elle se retire de ce sommet où il n'y a rien à négocier.